

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

**IDCC : 1505. – COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 124 DU 30 JANVIER 2017
RELATIF À L'ÉVOLUTION DE LA GRILLE DES SALAIRES

NOR : ASET1750267M
IDCC : 1505

Entre
UNFD
FNDECB
FFF

D'une part, et

FGTA FO
CSFV CFTC
FNAA CFE-CGC
FS CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au 1^{er} janvier 2017, le Smic horaire est passé à 9,76 € brut.

Les signataires de la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers se sont réunis pour établir une nouvelle grille de salaires.

Article 1^{er}

Grille de salaires

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
1A	9,96	1 510,59
1B	10,13	1 536,38
2	10,25	1 554,58

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
3A	10,40	1 577,33
3B	10,56	1 601,59
4A	10,69	1 621,32
4B	10,99	1 666,82
5	13,58	2 059,63
6	14,16	2 147,59
7	17,03	2 582,88
8	19,35	2 934,75

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail et de la convention collective, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- l'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leurs origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

Article 2

Effet

Le présent avenant remplace et annule dans toutes ses dispositions l'avenant n° 122 du 11 janvier 2016.

Il est applicable à compter du 1^{er} février 2017.

Article 3

Formalités administratives

Le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

La fédération des fromagers de France est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 30 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)